



**Solidaires, Unitaires et Démocratiques
Groupe Banques Populaires et Caisses d'Épargne**

Sud BPCE, 24 Bd de l'Hôpital, 75005 PARIS
Section Caisse d'Épargne d'Alsace 1 route du Rhin 67100 STRASBOURG
7 av de la République 68000 COLMAR

adresse de messagerie : contact@sudcea.org
☎ : 06 83 33 27 81 – Site Internet : www.sudcea.org

Solidaires
Union syndicale

Le 23 octobre 2014

Le bulldozer se met en marche.....

En conviant les organisations syndicales à une réunion « pudiquement » qualifiée de réunion d'information sur la modernisation du dialogue social, le fonctionnement des IRP et la carrière des représentants du personnel, la direction a ouvert le chantier de destruction massive des instances représentatives du personnel.

Quelques éléments de langage pour permettre de décrypter :

Le dialogue social : méthode pour faire passer les pilules amères avec l'assentiment de certains syndicats, en distribuant tout de même quelques friandises pour permettre à certains de sauver la face.

Accord sur la carrière des représentants du personnel : petites douceurs distribuées à un petit nombre pour les amadouer, et pour tenter de ne pas tomber dans les griffes des juges qui parfois sont amenés à se pencher sur la question et ce qui est probablement déjà le cas.

Modernisation : terme « élégant » pour présenter des régressions de tous types.

Une suite logique :

Après avoir créé une armée de petits chefs qui surveillent les salariés de près et distillent la bonne parole à longueur de journée, il faut maintenant éradiquer au maximum celles et ceux qui osent et peuvent encore tenir un discours différent et qui témoignent des pratiques inavouables mises en œuvre sur le terrain.

Les objectifs patronaux consistent à réduire au maximum les représentants des salariés, les transformer en une « élite » éloignée du terrain. Pour cela ils sont prêts à les envoyer dans les grandes écoles pour les formater à la pensée dominante. Certains syndicalistes ne demandent que ça !

On se comprend mieux entre gens du même monde.

A contrario, SUD pratique un syndicalisme de terrain, avec des militants imprégnés des réalités quotidiennes, occupant un poste de travail aux côtés des salariés.

SUD ne choisira pas entre la corde et le fusil mais concentrera ses efforts pour aiguiser les armes pour la riposte.

La direction a ouvert les hostilités, elle doit en assumer la responsabilité ainsi que le choix des armes utilisées.

Le chantage est de rigueur : en faisant planer le risque de dénonciation de l'accord, qui d'un point de vue de droit, continuerait à s'appliquer pendant 15 mois, la direction cherche à attirer les syndicats dans un processus de révision, qui une fois accepté pourrait aboutir à un « petit plus » par rapport au droit commun. Une entourloupe vieille comme le monde !

L'hypocrisie est à son apogée : d'un côté la direction veut afficher de « bonnes intentions » en reconnaissant implicitement la discrimination faite à l'encontre des militants syndicaux. De l'autre, elle couvre les pressions et les chantages ignobles à l'encontre de salariés et militants qui osent prétendre à une évolution de carrière ou tout simplement de ceux qui font valoir leurs droits devant les tribunaux.

Comme dans d'autres domaines, il y a l'affichage et les réalités.

Avant tout, la direction doit faire cesser ces pressions et ces chantages, avant de pouvoir prétendre à discuter.

La méthode :

Il est plus facile pour les patrons de faire passer les pilules amères avec des émissaires aimables, courtois, que par des interlocuteurs agressifs. Mais quand il y a danger, même les « agneaux » peuvent montrer les dents. Quelle que soit la méthode, l'objectif reste le même.

Le pourquoi de l'urgence :

Le caractère d'urgence que met en avant la direction peut soulever des interrogations. Plusieurs hypothèses se présentent à nous :

- L'imminence d'une fusion, après les élections COS de 2015,
- Des projets inquiétants qui exigent le moins de résistance possible,
- Des procédures en discrimination déjà pendantes devant les tribunaux.....

SUD abordera ce dossier d'un point de vue de droit, et uniquement de droit, ce qui ne semble pas être la préoccupation première de la direction. Les militants SUD sont animés par des idéaux et par l'intérêt général et non par des intérêts personnels et refuseront donc toute compromission.

Le bureau SUD